

**BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA (« BDC »)
et BDC CAPITAL INC. (« BDC Capital »)**

**RAPPORT ANNUEL sur la LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS**

Période visée par le rapport : du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

1. Objet de la Loi

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C. (1985), ch. P-21) (la « **Loi** ») a pour objet de compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

2. Rapport annuel

Ce rapport est préparé et déposé au Parlement conformément à l'article 72 de la Loi.

3. Mandat de la BDC

Le mandat de BDC, tel que défini dans la *Loi sur la Banque de développement du Canada* (L.C. 1995, ch. 28), consiste à soutenir l'esprit d'entreprise au Canada en offrant des services financiers et de gestion et en émettant des valeurs mobilières ou en réunissant de quelque autre façon des fonds et des capitaux pour appuyer ces services. Les investissements effectués par BDC peuvent être détenus au nom de BDC Capital, une filiale en propriété exclusive de BDC. Tous ces investissements sont administrés par les employés de BDC, qui utilisent les ressources et les installations de BDC. Tous les dossiers se rapportant à BDC Capital sont gérés par BDC.

4. Organisation des activités, politiques et procédures

Délégués en vertu du pouvoir exercé par le Président et chef de la direction de la BDC, la Vice-présidente adjointe, Conformité et gestion de l'information (le Coordonnateur), le Vice-président adjoint, Affaires juridiques, l'Avocate et Secrétaire générale adjointe de même que le Chef, Affaires juridiques et Secrétaire générale exercent les pouvoirs, responsabilités et fonctions qui leur sont conférés par la Loi et font rapport au Président et chef de la direction de BDC sur toute question relative à la protection des renseignements personnels.

Selon les procédures établies, les demandes officielles de renseignements sont acheminées au Coordonnateur de la protection des renseignements personnels, qui s'assure qu'elles sont traitées conformément aux dispositions de la Loi. Habituellement, le Coordonnateur s'acquitte à temps partiel de ses responsabilités aux fins de la Loi depuis le siège social de BDC à Montréal, mais elle demeure disponible en tout temps, tout comme les personnes de son équipe, en fonction du nombre de demandes à traiter.

BDC peut recevoir les demandes d'accès aux renseignements personnels en provenance de divers groupes de personnes au cours de l'année : employés, retraités et clients.

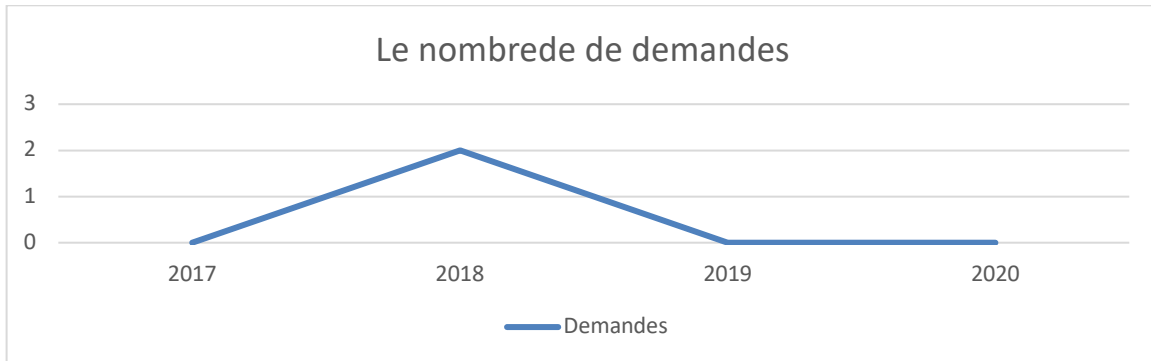
BDC n'est pas partie à une entente de service en vertu de l'article 73.1 de la Loi.

5. Délégation

Une copie de la délégation de pouvoirs est jointe.

6. Rapport statistique

Tel qu'indiqué dans le rapport statistique ci-joint, BDC n'a reçu aucune demande officielle d'accès à des renseignements personnels au cours de la période visée. Il convient de noter que le nombre de demandes est faible en termes absolus pour la période visée. Cela correspond à la tendance des dernières années.



La capacité de BDC à s'acquitter de ses responsabilités en vertu de la Loi n'a pas été affectée par la pandémie de COVID-19.

7. Formation

Au cours de la période visée, la BDC a mené 75 séances de formation et de sensibilisation sur la Loi et la confidentialité à environ 1049 employés de BDC.

8. Politiques, directives, procédures et initiatives

Au cours de la période visée, BDC a adopté et mis en œuvre deux nouvelles directives qui sont liées à la Loi mais qui s'étendent également aux renseignements des clients et aux renseignements corporatifs.

- *Directive sur la Gestion des informations critiques de la BDC ;*
- *Directive sur la Protection des informations critiques de la BDC.*

9. Plaintes et enquêtes

Au cours de la période visée, BDC n'a pas reçu d'avis de plainte du Commissariat à la protection de la vie privée et n'a aucune enquête en cours.

10. Suivi du temps requis pour administrer les demandes d'accès à des renseignements personnels

Étant donné que la BDC ne reçoit pas un grand nombre de demandes d'accès à des renseignements personnels, il n'y a pas de suivi du temps de traitement qui est effectué.

11. Cas d'atteinte à la vie privée

Au cours de la période visée, aucun cas d'atteinte à la vie privée n'a eu lieu à la BDC.

12. Politique sur l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée

Au cours de la période visée par le rapport, BDC n'a pas complété d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée.

13. Communication des renseignements personnels en vertu de l'alinéa 8 (2) (m) de la Loi

Au cours de la période visée, aucune divulgation de renseignements personnels n'a été effectuée en vertu de l'alinéa 8 (2) (m) de la Loi.

Delegation Order - *Privacy Act* and *Privacy Regulations*

The President and Chief Executive Officer of the Business Development Bank of Canada (the "BDC"), pursuant to section 73 of the *Privacy Act* (the "Act") as the head of a government institution for the purpose of the Act, hereby:

- i. designates the BDC Director, Corporate Compliance as BDC's Privacy Coordinator;
- ii. delegates the persons holding the positions set out in Schedule A hereto, to exercise the powers, duties and functions, under the provisions of the Act and related regulations as set out in schedule A in relation to BDC.

This designation and delegation replace all previous delegation orders.

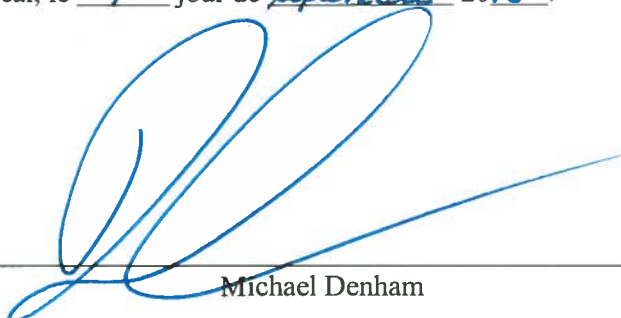
Dated, at the City of Montreal, this _____ day of _____ 20_____.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (la « Loi »), le Président et chef de la direction de la Banque de Développement du Canada (la « BDC ») à titre de responsable d'une institution fédérale selon la Loi :

- i. désigne la Directrice, Conformité de l'entreprise, à titre de Coordonnateur de la protection des renseignements personnels pour la BDC (le « Coordonnateur ») ;
- ii. délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe A, les pouvoirs, tâches et fonctions concernant la BDC, selon les dispositions de la Loi et de ses règlements tel que décrits à l'annexe A.

Le présent document remplace et annule tout arrêté antérieur.

Daté, en la ville de Montréal, le 9 jour de Septembre 2015.



Michael Denham

President and Chief Executive Officer, Business Development Bank of Canada
Président et chef de la direction de la Banque de développement du Canada

Delegation under Privacy Act and Regulations Schedule A

Délégation en vertu de la Loi sur les renseignements personnels et ses Règlements Annexe A

Legend / Légende

DCC / DCE: CACS / ASGA : AVP Legal / VPA Légal: SVP Legal / PVP Légal:	Director, Corporate Compliance / Directrice, Conformité de l'entreprise. Counsel and Assistant Corporate Secretary / Avocate et Secrétaire générale adjointe. Assistant Vice-President, Legal Affairs / Vice-President adjoint, Affaires juridiques. Senior Vice President, Legal Affairs and Corporate Secretary / Première vice-présidente, Affaires juridiques et secrétaire générale.
---	--

All of the above titles include their equivalent under any future renaming of such titles.
Tous les titres des postes susmentionnés incluent leurs équivalents en vertu de nouvelles désignations.

(*) Subject to obtain proper approvals from the BDC legal department, when required.
Sous réserve d'obtenir, si requis, les approbations des services juridiques de la BDC.

Provision / Article	Description	Positions / Postes			
		1 ⁿ / 1 ^{er}	2 ^d / 2 ^e	3 ^d / 3 ^e	4 th / 4 ^e
Act / Loi					
8(2)(j)	Disclosure for research or statistical purposes Communication pour des travaux de recherche ou de statistique	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
8(2)(m)	Disclosure in the public interest or in the interest of the individual Communication dans l'intérêt public ou de l'individu	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
8(4)	Copies of requests under paragraph 8(2)(e) Copies des demandes faites en vertu de l'alinéa 8(2)e)	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
8(5)	Notice of disclosure under paragraph 8(2)(m) Avis de communication en vertu de l'alinéa 8(2)m)	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
9(1)	Record of disclosures Relevé des cas d'usage	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
9(4)	Consistent uses Usages compatibles	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
10	Personal information banks Fichiers de renseignements personnels	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
14(a)	Notice when access requested Notification de l'auteur de la demande	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
14(b)	Giving access to the record Communication du document	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
15	Extension of time limits Prorogation du délai	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
17(2)(b)	Language of access Version de la communication	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
17(3)(b)	Access in an alternative format Communication sur support de substitution	DCC* DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
18(2)	Exempt banks	AVP Legal	CACS	SVP Legal	

	Fichiers inconsultables	VPA Légal	ASGA	PVP Légal	
19	Information obtained in confidence Renseignements obtenus à titre confidentiel	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
20	Federal-provincial affairs Affaires fédéro-provinciales	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
21	International affairs and defence Affaires internationales et défense	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
22	Law enforcement and investigations Application de la loi et enquêtes	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
22.3	Public Servants Disclosure Protection Act Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
23	Security clearances Enquêtes de sécurité	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
24	Individuals sentenced for an offence Individus condamnés pour une infraction	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
25	Safety of individuals Sécurité des individus	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
26	Information about another individual Renseignements concernant un autre individu	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
27	Solicitor-client privilege Secret professionnel des avocats	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
28	Medical records Dossiers médicaux	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
33(2)	Right to make representations Droit de présenter des observations	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
35(1)(b)	Notice of actions to implement recommendations of Commissioner Avis des mesures pour la mise en œuvre des recommandations du Commissaire	DCC * DCE	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal
35(4)	Access to be given to complainant Communication accordée au plaignant	DCC * DCE	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal
36(3)(b)	Notice of actions to implement recommendations of Commissioner concerning exempt banks Avis des mesures pour la mise en œuvre des recommandations du Commissaire au sujet des fichiers inconsultables	DCC * DCE	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal
51(2), 51(3)	Special rules for hearings Règles spéciales pour les auditions	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal	
72	Annual report to Parliament Rapport annuel au Parlement	DCC * DCE	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal
Regulations / Règlement					
7	Retention of personal information requested under paragraph 8(2)(e) Conservation des renseignements personnels demandés en vertu de l'alinéa 8(2)e)	DCC * DCE	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal
9	Examination of information Consultation sur place	DCC * DCE	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal
11(2), 11(4)	Notification concerning corrections Avis concernant les corrections	DCC * DCE	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal
13(1)	Disclosure of personal information relating to physical or mental health Communication des renseignements personnels concernant l'état physique ou mental	DCC * DCE	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal
14	Examination in presence of medical practitioner or psychologist Consultation en présence d'un médecin ou d'un psychologue	DCC * DCE	AVP Légal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Légal PVP Légal

Statistical Report on the Privacy Act

Name of institution: Business Development Bank of Canada

Reporting period: 2019-04-01 to 2020-03-31

Section 1: Requests Under the Privacy Act

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	0
Outstanding from previous reporting period	0
Total	0
Closed during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

Section 2: Requests Closed During the Reporting Period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	120 Days	121 to 180 Days	365 Days	Than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

TBS/SCT 350-63

2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

2.4 Format of information released

Paper	Electronic	Other
0	0	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
0	0	0

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Closed requests

2.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

	Requests closed within legislated timelines
Number of requests closed within legislated timelines	0
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	0

2.7 Deemed refusals

2.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Complaints and Investigations Notices Received

Section 31	Section 33	Section 35	Court action	Total
0	0	0	0	0

Section 9: Privacy Impact Assessments (PIA) and Personal Information Banks (PIB)

9.1 Privacy Impact Assessments

Number of PIA(s) completed	0
----------------------------	---

9.2 Personal Information Banks

Personal Information Banks	Active	Created	Terminated	Modified
	0	0	0	0

Section 10: Material Privacy Breaches

Number of material privacy breaches reported to TBS	0
Number of material privacy breaches reported to OPC	0

Section 11: Resources Related to the Privacy Act

11.1 Costs

Expenditures	Amount
Salaries	\$0
Overtime	\$0
Goods and Services	\$0
• Professional services contracts	\$0
• Other	\$0
Total	\$0

11.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Privacy Activities
Full-time employees	0.00
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.00
Students	0.00
Total	0.00

Note: Enter values to two decimal places.